

ANNEXE 1

PROGRAMME SCIENTIFIQUE

La richesse des études sur le genre est indissociable de leur dimension interdisciplinaire. En SHS, l'interdisciplinarité a déjà pris de multiples formes : collaboration de l'histoire, de l'économie et de l'éthique pour comprendre les inégalités subies par les femmes ; de l'histoire et de la science politique pour étudier les formes et les mécanismes d'exclusion de la sphère publique et du champ politique ; de l'anthropologie, de la sociologie et de la philosophie pour comprendre les modes de façonnement de l'ordre sexuel par l'ordre ou les ordres culturels ; de la sociologie, de l'anthropologie de l'histoire et de la géographie pour étudier les modes d'organisation et de visibilité des minorités sexuelles, ou encore la partition des sphères entre espaces publics et espaces privés selon des logiques genrées ; de la philosophie morale, de la sociologie, de l'économie et de la psychologie pour les recherches sur ce qu'on appelle le *care* aujourd'hui ; ou encore de la littérature, de la philosophie et de l'esthétique pour analyser le rôle du langage, mais aussi d'autres systèmes d'expression et de représentation, dans la production d'un ordre androcentré et hétérocentré, ou, inversement, dans sa déstabilisation. On doit aussi mentionner le rôle essentiel, dans la diffusion des questionnements genre, des conférences mondiales sur les femmes des Nations Unies, et les avancées du genre comme mode d'action politique au niveau mondial et européen. La réflexion et les savoirs sur le genre ont aussi besoin d'un développement de la coopération et de la recherche interdisciplinaires entre les SHS et les sciences dites de la nature (biologie, chimie, médecine), et de la réalisation d'enquêtes qui explorent les mécanismes de production des inégalités de genre.

Si le périmètre des recherches possibles dans ce domaine est vaste, mettre en cohérence les forces de la recherche et rattraper le retard dans certains domaines émergents engage à faire ressortir un certain nombre d'axes structurants, qui visent moins l'exhaustivité des recherches que l'identification de domaines à développer en priorité.

Voici la liste des axes de recherche qui seront développés dans l'Institut du Genre, par priorité annuelle

Axe 1 : Épistémologie, méthodologie et diffusion des savoirs sur le genre

Anne Berger, Marianne Bidon, Claude Gautier

Les savoirs sur le genre ont remarquablement progressé depuis l'appropriation et la ré-inflexion, par la pensée féministe, des premières théorisations du genre formulées dans la deuxième moitié du XX^e siècle. Leur développement est tributaire d'une histoire intellectuelle, culturelle et politique complexe, qui reste encore pour une part à écrire. Si l'épistémologie et les théories du genre (au pluriel) ont d'abord eu une genèse, une diffusion et un développement occidentaux, elles se sont depuis lors enrichies, complexifiées et infléchies au contact, d'une part, de contextes politiques et culturels non occidentaux, d'autre part, au contact d'autres champs et modes d'analyse apparus au même moment ou peu après.

Il incombe donc, aujourd'hui, aux chercheuses et chercheurs dans ce domaine d'étudier les contextes culturels, intellectuels et politiques de production et de réception des théories et des savoirs sur le genre, leurs modes et leurs rythmes de circulation entre les aires culturelles et linguistiques, entre les espaces politiques, mais aussi entre les disciplines et à l'intérieur des disciplines. Il importe aussi d'analyser la manière dont ces théories et ces savoirs se renouvellent (ou non) et se reformulent à partir des contestations de leurs présupposés ou de leurs procédures émanant soit de l'intérieur de ce champ (pensée et théories « *queer* », féminismes black et « subalternes »), soit de l'extérieur : théories culturelles, études postcoloniales, mais aussi sciences cognitives, philosophie du langage, pragmatique et linguistique, nouvelles recherches en biologie, etc.

Un très grand nombre de pratiques sociales, culturelles et symboliques sont concernées ou traversées par la question du genre. Aussi l'élaboration de savoirs sur le genre requiert-elle la collaboration d'approches et de disciplines multiples. L'interdisciplinarité constitue donc à la fois un préalable théorique et un horizon des recherches dans ce domaine. Mais sa conception et sa mise en œuvre ne laissent pas de poser des problèmes méthodologiques multiples, qu'il convient de traiter.

Les développements importants en sociologie et en histoire des sciences ainsi qu'en philosophie des sciences ont permis, depuis une trentaine d'années, de préciser et d'enrichir considérablement le regard porté sur les rapports entre critiques féministes, théories du genre et développement des connaissances dans les domaines de la biologie, de la chimie, et, plus largement encore, des sciences expérimentales.

Dans le prolongement des épistémologies féministes du point de vue, dans celui de la critique des épistémologies situées, la mise en œuvre de méthodologies féministes ou queer permettra de questionner la croyance dans l'objectivité des sciences. Elle permettra aussi d'interroger la constitution des *big data* ou le rôle des systèmes d'information dans la production et la circulation des savoirs, que ces derniers se présentent comme théoriques ou empiriques. Ces recherches, à la croisée de différentes disciplines, contribuent à rendre plus complexes, plus riches et moins univoques les grands partages sur lesquels se construisent nombre de représentations genrées et sexuées : nature et culture ; nature et société ; naturalisme/construisme, etc.

Axe 2 : Pouvoirs, politiques, égalité

Estelle Ferrarèse

L'égalité a longtemps été pensée par les féministes dans sa tension avec l'idée de différence. Elle a plus récemment suscité des débats sur la nécessité de dépasser un « paradigme distributif », référant l'égalité à un principe d'équivalence, et/ou ramenant le juste à la proportion, c'est-à-dire qui envisage l'égalité et la justice comme une distribution de biens entre les individus. Elle a également connu en France des ordonnancements politiques et juridiques sous une forme numérique, sous le nom de parité.

Aujourd'hui, dans le débat public, la notion d'égalité de droits ou des conditions juridiques revient avec force, tandis que l'idée d'égalité de genre suscite des réactions virulentes dans l'espace public et que le retour, depuis la crise de 2008, de critiques radicales du capitalisme s'accompagne de réflexions sur l'égalité sociale.

Face à ces nouvelles tendances il s'agit dans cet axe de remettre sur le métier l'idée d'égalité dans les usages théoriques dont elle est l'objet, d'analyser les grammaires politiques qui l'invoquent, d'observer ses mises en œuvre juridiques. On enquête sur ce que pourrait être l'égalité entre les hommes et les femmes et les sexualités, dans la famille, l'entreprise, la communauté politique, les espaces publics, l'école ou encore à l'échelle globale. On interroge aussi la fécondité de l'idée d'égalité des ressources, qui peut inclure des aspects de statut social, on analyse la notion d'égalité des opportunités ou des capacités, on investigate la nécessité de conférer ou non une place privilégiée à l'égalité des voix dans le processus politique. Il s'agit également de repenser l'égalité à partir du constat, désormais généralisé, de l'intersection des axes de domination et d'inégalité, tels que le genre, la classe, la « race », l'âge, l'aptitude physique, etc.

Par ailleurs, les luttes féministes ont remis en cause la catégorie du politique, en questionnant les limites de la sphère privée, et en introduisant des problématiques jusque-là considérées comme illégitimes. Certains travaux s'emploient à faire l'histoire de cette recomposition, d'autres questionnent ce que le genre continue de faire au politique et à la politique aujourd'hui. Ils critiquent par exemple les catégories et les logiques implicites de l'intervention étatique et sociale ; ils explorent également la manière dont les politiques sociales fabriquent, découpent, légitiment,

les genres. A l'inverse, des recherches portent sur les contraintes qu'exerce le politique, dans sa conception et son exercice traditionnels, sur le genre en tant qu'objet de discours, de mobilisation, de revendication. Elles analysent les attentes qui pèsent sur les femmes dans le champ politique (institutionnel ou militant), ou les conditions de mobilisation des identités genrées en politique. Elles interrogent encore la pertinence de la notion d'empowerment, les conditions de l'appartenance et de la perception d'une « voix » des femmes, ou encore la manière dont le genre affecte la citoyenneté.

Axe 3 : Territorialités, mobilités, mondialisation

Nadine Cattani, Catherine Sofer

Le genre et les sexualités sont présents partout et tout le temps, dans les discours et les actes, les pratiques et les subjectivités. Pourtant on sait peu de choses sur la manière dont se négocie et se détermine la place de chacune et de chacun dans l'espace et sur la prise en compte de la diversité et de l'altérité dans la fabrique des villes, des banlieues, de la ruralité, et des territoires en général. La question de l'accès à la ville interpellée de manière inédite les pouvoirs publics. La ville, dense et diverse, est porteuse de valeurs d'urbanité et de citoyenneté comme l'émancipation, la liberté, la rencontre avec l'altérité, la modernité. L'espace public des villes occidentales devrait être l'incarnation du vivre-ensemble. Or beaucoup d'études mettent en avant la grande vulnérabilité des femmes et des populations homosexuelles, bousculant les idées reçues quant à l'égalité des chances en matière de droit à la cité. Cela signifie que l'espace public est un construit social et les relations sociales qui le structurent participent encore au renforcement des représentations sexuées des territoires. La ville reste définie par les pouvoirs publics en disjonction totale des différenciations genrées, conduisant beaucoup de spécialistes à rejeter la pertinence conceptuelle, culturellement masculine, des théories urbaines. La question pose à l'aménagement et à l'urbanisme est celle d'une meilleure mise en œuvre de la justice spatiale pour l'ensemble des usagers et des usagères des villes. Une interrogation sur les communautés urbaines ou périurbaines, leur territorialisation et les rapports de sexe qui les traversent à également toute sa place dans cet axe.

A l'échelle macro, les bouleversements qui accompagnent la mondialisation, notamment les redéfinitions des rapports marchands/non marchands et la mise en mobilité, se traduisent par une implication de plus en plus grande des femmes dans différentes formes de circulation. Pourtant les lectures de la mondialisation, conjuguées au masculin, continuent de porter leur attention à l'intégration fonctionnelle des activités économiques qui fige l'organisation des espaces mondiaux dans des visions binaires de rapport de pouvoir où le centre domine la périphérie, la métropole la petite ville, où l'espace public prend le pas sur l'espace privé, le nord sur le sud, les activités hautement qualifiées sur les activités à bas salaires. Les effets de la féminisation de la migration de travail sont certes ambivalents mais ils bouleversent la donne à la fois par la transformation des systèmes de contrainte et de hiérarchisation et aussi de reconnaissance d'inventivités et de capacité. Cette dynamique globale de féminisation des mobilités interroge également les échelles d'analyse pertinentes pour comprendre les évolutions en cours, du transnational et des territorialités mondiales en réseaux aux échelles locales et micro-locales et aux espaces virtuels animées et fréquentées par les femmes migrantes. De même, les bouleversements géopolitiques, à l'origine de flux migratoires intenses, amènent à réinterroger la notion de lieu, d'échelle, de frontière, comme celle d'identité. Là encore, des représentations sexuées sont à l'œuvre, qu'il faut mettre au jour et questionner.

Spatialiser le genre et les sexualités, c'est dire combien les lieux comptent et interviennent à toutes les échelles dans la construction des identités genrées et l'évolution des rapports sociaux de sexe. C'est aussi réinterroger les discours dominants sur la mondialisation et en particulier sur ses conséquences. L'hypothèse forte est que, du point de vue du genre et des sexualités, l'homogénéisation des modes de vie est loin d'être une réalité. Il a pour ambition de donner à voir à la fois les inégalités socio-territoriales et les violences qui continuent à toucher les populations en position de minorité et les capacités de ces populations à négocier un rôle dans les villes et les espaces publics par la mise en œuvre de stratégie de contournement de l'ordre implicite établi.

Cet axe est ainsi porteur d'une approche où les espace-temps seraient lus en dehors des catégories duales comme le locale global, l'ici/l'ailleurs, la périphérique centre, l'intérieur/l'extérieur, le privé/le public.

Axe 4 : Travail, production, échanges

Jérôme Courdurès, Catherine Sofer

Les problématiques économiques sont encore peu présentes dans les recherches sur le genre en France, contrairement à ce qui se passe dans la plupart des autres pays européens, en particulier en Grande-Bretagne et en Europe du nord. Pourtant, les échanges de biens et de services – marchands et non marchands – plus ou moins volontaires ou plus ou moins contraints, sont à la base des rapports de genre et les structurent, que ce soit dans la sphère familiale ou sur les marchés, en particulier le marché du travail. Inversement, la logique du genre, de façon parfois plus diffuse et souterraine, traverse l'ensemble des échanges et des activités économiques d'une société. La répartition sexuée des tâches a été bien documentée par les sociologues et anthropologues. La question du travail des femmes a d'emblée été posée comme centrale dans les recherches sur le genre en France, en particulier par les sociologues, qui se sont penché-e-s, entre autres, sur les inégalités entre les types de salaire, de carrière, de statut, et sur le temps partiel. Des économistes et des gestionnaires ont également travaillé sur ces questions, mais il reste beaucoup à faire. Il faut décrire les mécanismes précis à l'œuvre dans les entreprises et sur le marché du travail pour expliquer le phénomène du « plafond de verre ». Il faut identifier les moments et les raisons pour lesquelles les carrières des femmes se trouvent ralenties par rapport à celles des hommes, et les mécanismes qui sont à l'origine du « choix » du temps partiel. Comment réduire encore les inégalités de salaire, les inégalités dans la participation au marché du travail et plus généralement les inégalités dans la sphère de la production ? Il faut également poursuivre l'analyse de ce qui se passe en amont du marché du travail, dans le système éducatif, comme l'orientation scolaire genrée. Il s'agit là d'exemples. Ces questions, et bien d'autres, restent ouvertes pour des recherches futures. Il s'agit d'éclaircir les mécanismes par lesquels le travail, la production, les échanges, les usages de l'argent et les significations qui lui sont attachées continuent à soutenir une stricte distinction des sexes et les inégalités de genre.

Il est clair que, parmi les réponses à ces questions, un certain nombre, essentielles, passent par la sphère privée et par la famille, en particulier par la famille en tant que productrice de biens, de services et ... d'enfants. De manière paradoxale, la participation désormais massive des femmes au marché du travail ne s'est guère accompagnée d'une redéfinition des rôles de genre au sein de la famille. S'il est un domaine où les normes sociales de genre semblent évoluer que très peu, ou très lentement, c'est bien celui du partage du travail domestique et du temps consacré aux enfants. Pourquoi ces résistances ? Comment, pourquoi, et où certaines évolutions se font-elles jour néanmoins ? Là encore, ces questions sont largement ouvertes.

Toutes les questions évoquées ci-dessus peuvent être envisagées sous différents aspects, selon les contextes nationaux, géographiques, économiques, politiques, sociaux et culturels. Selon le contexte dans lequel la question des échanges, de la production et du travail est analysée, des éclairages tout à fait complémentaires peuvent contribuer à renouveler ce champ d'étude. Par ailleurs, l'internationalisation des échanges implique bien entendu des évolutions qui, là aussi, ont des effets sur la question du genre, notamment, mais pas exclusivement, à travers la division du travail domestique et de soins aux enfants entre des femmes privilégiées économiquement et des migrantes. Existe-t-il des régularités, et comment en mettre en lumière les différents aspects (positifs ou négatifs) ? De même, la prise en compte explicite de la question du genre dans l'analyse du développement économique, ses potentialités comme ses possibles dérives, représente un domaine de recherche prometteur.

Axe 5 : Langues, arts, création

Anne Berger, Béatrice Fracchiola, Luca Greco, Anne Lafont

Le genre, le sexe et la sexualité sont tributaires du langage, qui contribue à les façonner autant

qu'il permet de les concevoir. C'est par un acte de langage que nous sommes identifié.e.s dès la naissance en tant que « garçon », « fille », « aux attributs indéfinis ». C'est par lui que nous sommes assigné.e.s à un sexe ou un genre : c'est grâce à lui, inversement, qu'un travail de resubjectivation et de résistance est possible. L'exploration des relations entre langage et genre ne se limite pas aux recherches linguistiques sur la féminisation des noms de métiers, titres et fonctions. Elle concerne tout type de travail faisant du langage – dans sa dimension orale, écrite, numérique, gestuelle, visuelle, artistique, littéraire – un objet d'étude ou une ressource indispensable pour l'étude du genre en sciences sociales et humaines.

L'histoire littéraire et l'histoire de l'art sont longtemps restées des disciplines patrimoniales, au service d'un récit national transmis par l'institution scolaire. Dans ce contexte, les œuvres de femmes ont été minorisées, ignorées ou oubliées. À partir du début des années quatre-vingt et sous l'impulsion d'une théorisation du genre en cours de constitution, les chercheuses et chercheurs américains en histoire de l'art et en littérature ont commencé à interroger le « canon », c'est-à-dire le système de valeurs idéologiques qui a longtemps servi, en occident, à légitimer, au nom de l'esthétique, la non-reconnaissance des femmes artistes et écrivains. De nouveaux chantiers s'ouvrent aujourd'hui dans ce domaine : il ne s'agit plus seulement d'associer ou d'élargir le canon, ou encore de proposer une histoire des femmes artistes, mais de se demander en quoi la prise en compte des œuvres de femmes peut modifier les grands récits historiques et renouveler la théorie esthétique, en compliquant la périodisation de l'histoire de l'art ou de l'histoire littéraire, et en remettant en question les catégories esthétiques qui président au regroupement des œuvres et surdéterminent leur lecture et leur réception.

La réévaluation et la relecture des œuvres passent aussi par l'examen de leur langage, plastique ou littéraire. On poursuivra les recherches entamées en France dès le début des années soixante-dix sur la poétique des différences, recherches enrichies à partir des années quatre-vingt-dix par les lectures « queer » de la littérature et de l'art, ainsi que par un usage « queer » de la langue. Il s'agira enfin non seulement d'élaborer des formes de lecture permettant d'interroger les modes d'inscription des stéréotypes ou de configurations du genre dans les productions artistiques, mais aussi d'analyser le contournement, la complexification ou la déstabilisation du genre par le jeu des écritures littéraires ou plastiques, qu'elles soient ou non corporelles.

Dans le domaine des arts, les théories féministes et les études sur le genre ont participé de ce mouvement historiographique de recontextualisation des œuvres, et de prise en compte de leur réception. Rompant avec les approches les plus formalistes et les plus « an-historiques » des productions artistiques, ce mouvement a commencé, dans les années 1960 et dans le monde anglophone, avec l'appropriation par une partie des historien.ne.s des arts, des théories marxistes et structuralistes d'une part, psychanalytiques d'autre part, diversément mises à contribution dans ce qu'on a appelé la « *new art history* ». Cette histoire des arts renouvelée a ainsi contribué à rappeler que les artistes demeurent des agents sociaux « comme les autres » et que la production artistique est, pour cette raison, une pratique sociale nourrie des interactions et des socialisations des artistes, traversée par les rapports de domination (de classe, de race, de sexe...) ainsi que par les discours et les représentations de leur époque.

Ainsi l'histoire sociale des arts telle qu'elle émerge des grilles de questionnements du genre, ne se contente plus d'étudier les œuvres ou les idées comme des entités coupées du monde social. Elle s'intéresse désormais au rôle des institutions, aux trajectoires de celles et ceux (artistes, mais pas uniquement, consacré.e.s ou non) qui font exister les « mondes de l'art », aux configurations des espaces de production artistique quels qu'ils soient ("mondes", "champs", "marchés...") et à leurs liens avec le politique, aux questions liées à la réception des œuvres, etc. Elle s'intéresse enfin à la manière dont les productions artistiques ont pu être façonnées par l'idéologie, mais également à la manière dont les arts (la musique, l'écriture, la peinture, la sculpture, la broderie, le dessin...) ont pu constituer – ou non, selon les périodes ou les espaces géographiques – des espaces d'émancipation ou des formes d'expression privilégiées par et pour les femmes, les franges dominées de la société ou les minorités racialisées. Les analyses à l'aune du genre ont ainsi permis non seulement d'appréhender autrement la production des arts, mais aussi – comme pour le langage en général – de mettre au jour les biais normatifs par lesquels leur histoire est, encore

aujourd'hui, écrite et transmise.

Axe 6 : Sexualités, LGBT

Michel Bozon, Jérôme Courdurès, Laurence Hérait

Si l'approche des sexualités et les études LGBT sont aujourd'hui une des principales entrées du genre, c'est que la sexualité se déploie dans tout l'espace social, comme institution de hiérarchisation des sexes et des sexualités, comme enjeu de mobilisations sociales et politiques productrices d'identifications et de nouvelles normativités, comme expérience, parcours individuel, et ensemble de pratiques structurant le genre au fil de la vie. La sexualité est un espace où les rapports de genre se construisent et se matérialisent, faisant advenir des partenaires inégaux et des représentations asymétriques du masculin et du féminin. L'asymétrie entre le masculin et le féminin dans l'hétérosexualité est homologue de l'asymétrie durable entre hétérosexualité et homosexualité, qui se manifeste par des hiérarchies au sein des masculinités et des féminités, hégémoniques ou subordonnées, en permanente recomposition. C'est cette double asymétrie qui constitue ce que l'on nomme *l'hétéronormativité*. De nombreux travaux récents de jeunes chercheur.e.s, et notamment des thèses, inscrites dans les disciplines les plus diverses (histoire, géographie, sociologie, anthropologie, droit, science politique, études littéraires, santé publique, arts plastiques, études cinématographiques...), ont renouvelé les interrogations sur la production de l'hétéronormativité, souvent interrogée du point de vue de ses marges, et ils ont abordé toutes les formes de sa mise en cause.

L'expérience transidentitaire, comprise dans les approches LGBT, est certes moins axée sur la question de la sexualité dont elle s'est historiquement démarquée, mais elle constitue cependant un espace de questionnement essentiel des études de genre contemporaines. Elle interroge en effet la partition classique féminin/masculin et homme/femme en posant frontalement la question des possibilités sociales et culturelles de sa mobilité individuelle et de sa fluidité éventuelle. Elle amène aussi à prendre en considération une autre partition hiérarchisée, celle qui prévaut entre personnes cisgenres et transgenres et constitue ainsi un élargissement des problématiques de genre. Là encore il s'agit d'un champ en plein développement qui mobilise une pluralité de disciplines et qui s'ouvre également à la problématique intersexe.

Mettre en lumière, dans le champ des sexualités, les rapports de pouvoir et de domination, les normes, leur influence et les contestations dont elles font l'objet implique que soit également analysé le rôle des institutions et des contre-pouvoirs que suscite leur existence même du point de vue de l'encadrement, de la régulation et du contrôle des rôles, des pratiques et des comportements en matière de sexualité. Ces différentes approches doivent bien sûr prendre en compte les discours, les représentations et les pratiques corporelles habituellement considérées par les recherches menées en sciences humaines et sociales dans le champ des sexualités. Elles peuvent aussi contribuer au décloisonnement du champ des sexualités et de celui des affects. Considérer les affects et replacer les pratiques de la sexualité dans une économie générale des relations entre les personnes est indispensable pour comprendre la diversité et la complexité de l'expérience et des parcours.

Axe 7 : Familles, reproduction, parenté

Sylvie Steinberg, Irène Théry

Depuis quelques décennies, la sociologie, l'anthropologie et l'histoire de la famille et de la parenté ont placé le genre au centre de leur approche et déplacé ainsi une série de problématiques classiques liées à l'alliance et à la filiation. Les études sur la famille et la parenté connaissent aujourd'hui un nouvel essor notamment parce qu'elles sont requises pour analyser les bouleversements de la famille contemporaine ainsi que les reconfigurations de genre qui les accompagnent, à l'œuvre dans de très nombreuses sociétés humaines.

Les enquêtes contemporaines portent sur les formes familiales et les différentes manières de

« faire famille ». « Faire famille » ne s'entend pas seulement entre individus liés biologiquement, ni comme le simple rapport entre parents et enfants. Toutes les formes de famille sont concernées, tout comme toutes les formes de parentalités (mono-parentalité, multi-parentalité, co-parentalité, homo-parentalité, trans-parentalité). La recherche actuelle aborde des thèmes comme les modalités familiales de socialisation des garçons et des filles, les modes de partage sexués des tâches domestiques, le vécu de la paternité et de la maternité, l'évolution de la parentalité et de la grand-parentalité, les relations au sein des fratries/sororités, les formes spécifiquement conjugales et familiales de la violence (sexuelle et non sexuelle), ou encore l'étude de l'ensemble des rituels qui révèlent le rôle de la famille dans la construction de l'identité sexuée de l'individu, de la naissance à la mort.

Le genre est une clef de lecture essentielle pour aborder les formes historiques de formation et de vie de couple, ainsi que les formes prises dans les sociétés les plus diverses où le couple n'est pas toujours l'entité de base de la famille. De même pour l'étude des formes contemporaines de liens entre adultes (vie dans deux foyers distincts, séparation, divorce, recomposition etc.). Ces formes nouvelles de lien conjugal et/ou amoureux accompagnent-elles de nouvelles aspirations, de nouveaux partages, de nouvelles conceptions du genre ? Comment s'opèrent, et sur quels critères (sexe, orientation sexuelle, âge, croyance, origine sociale etc.) la formation des couples et les choix de contrat amoureux et/ou conjugal ? De quelle manière le droit, les politiques publiques, les conditions économiques, les mouvements de population et les migrations contribuent-ils à cet ensemble de reconfigurations ?

Les métamorphoses de la filiation sont au cœur des études liant les pratiques sociales du corps à celles de l'institution, par exemple dans les cas d'Assistance Médicale à la Procréation (don, gestation pour autrui). De même pour les études portant sur les liens filiatifs institués de droit ou de fait (adoption, fosterage). Le choix du patronyme, le rôle des ressemblances physiques perçues, les transmissions de biens symboliques ou matériels, la passation de patrimoines, sont autant d'éléments de la filiation qui peuvent être appréhendés à partir du genre de celui/elle qui transmet ou qui reçoit. On s'interroge également aujourd'hui sur les processus d'affiliation qui, via la filiation, lient à un groupe social, religieux ou politique particulier, par exemple, le rapport entre genre, filiation, citoyenneté et nationalité. De nouveau, le rôle du droit, des pratiques judiciaires, des politiques publiques éducatives ou sanitaires, des conditions économiques sont analysés pour comprendre les métamorphoses de la filiation. Une attention particulière devrait être portée aux circulations internationales des normes juridiques et des pratiques sociales nouvelles.

Axe 8 : Religions, croyances, sécularisation et laïcités

Florence Rochefort, Violaine Sebillotte Cuchet

Dans les recherches concernant le religieux, les croyances, les laïcités et la sécularisation, le genre occupe une place centrale qu'il convient de mieux définir et explorer. Dans le monde contemporain, la question des rapports femmes/hommes et celle des sexualités constituent des enjeux cruciaux, souvent particulièrement conflictuels. À partir de ces questions, se dessinent les contours de positionnements religieux différenciés, y compris dans les sociétés laïques ou sécularisées. Dans le discours et les pratiques religieuses, le genre apparaît comme le fruit et comme l'outil de certaines formes de différenciation et de hiérarchisation des sexes et des sexualités. Il y est exprimé à travers des dogmes, des croyances, des symbolisations et des rituels. Les religions édictent des normes de genre et privilègent des formes de féminités et de masculinités. Le genre est un élément structurel des relations sociales dans différents univers de croyances, donnant lieu à des formes de regroupement, d'institutionnalisations confessionnelles très diverses, tout autant qu'à des rapports de forces politique, sociaux, culturels multiples.

La variable religieuse peut être appréhendée d'un point de vue individuel et subjectif. Il s'agit aussi d'étudier les implications du religieux dans l'espace public. Enfin, les questions religieuses sont au centre des définitions politiques de la dichotomie privé/public. De tous ces points de vue, privé et public, individuel et collectif, les rapports entre genre et religion s'avèrent indispensables pour comprendre les débats qui traversent le monde contemporain sur la place du religieux et sur la

sécularisation et les laïcités.

La question des normes religieuses et des croyances est à aborder sous l'angle de leur cohérence interne (symbolique, théologique, juridique...) et dans leur visée de gouvernance des corps et des sexualités. Face aux mutations de genre, ces normes connaissent des adaptations, accompagnant souvent des processus de sécularisation interne, ou, au contraire, des réponses fondamentalistes portées d'une normativité de genre inégalitaire. On s'interrogera en particulier sur la politisation accrue des formes stéréotypées et hiérarchisées de virilité et de féminité au sein des mouvements fondamentalistes ou intégristes, des courants religieux identitaires ou encore au sein d'autres univers de croyances prônant explicitement la domination masculine comme mode de pensée, de ritualisation et modèle social.

Certaines mutations religieuses s'accompagnent de fermentations égalitaires. Ainsi l'accès des femmes à l'autorité religieuse, l'émergence de courants religieux LGBTQI+, les relectures théologiques féministes et inclusives, les associations culturelles contestataires d'un ordre des sexes et des sexualités inégalitaires doivent-elles être étudiées. Il conviendra aussi d'étudier les productions culturelles, littéraires, artistiques qui, à partir des symboliques genrées d'inspiration religieuse, retravaillent ces héritages, et accompagnent ou expriment des processus de sécularisation, par exemple en désacralisant le corps représenté ou en recourant à la satire.

La question du genre est également centrale dans les débats et les antagonismes existant entre différents courants qui se réclament de la laïcité et de la sécularisation. Elle est d'autant plus vive qu'elle y entre en résonance avec la pluralisation religieuse que connaissent les sociétés contemporaines, la montée en puissance des fondamentalismes ou encore la centralité croissante des questions identitaires dans les débats publics. On analysera quelle place le genre occupe dans ces polémiques et de quelle manière il oriente les différentes approches du fait religieux, des laïcités et de la sécularisation qui divisent aussi les courants et mouvements féministes.

Axe 9 : Corps, santé, sport

Marline Bungenier, Anne-Marie Devreux

Les problématiques relatives au corps et à la santé sont depuis longtemps traversées par la question du genre. L'articulation sexe/genre intéresse à la fois la définition biologique du corps, la demande de soins, les politiques de santé et les technologies médicales. L'étude des relations entre sciences, corps et santé a d'ailleurs joué un rôle capital dans l'émergence du concept de genre et reste un enjeu essentiel de recherche.

Les travaux en histoire des sciences et de la médecine ou les réflexions philosophiques sur la biopolitique et la place des technologies dans l'évolution de la médecine montrent que les différences de sexe font partie intégrante des représentations savantes et profanes du corps.

Parmi les thématiques majeures de cet axe, soulignons celle de la médecine de la reproduction. Du fait des travaux récents sur le traitement médical des frontières entre masculin et féminin dans la distinction entre sexe et genre, l'exploration des normes, des pratiques, des formes de régulation de la santé reproductive (par l'expertise professionnelle, par le droit ou encore par l'économie) représente une dimension privilégiée des études de genre. Elle mérite d'être amplifiée au moins à deux titres : d'une part parce que l'ordre reproductif a connu de profondes évolutions au cours des dernières décennies, évolutions qui ne se limitent pas aux sociétés d'Europe ou d'Amérique du Nord ; d'autre part, parce qu'en dépit des changements techniques et des nouvelles pratiques, l'encadrement social de la santé reproductive reste un point de passage obligé de la construction des rapports de genre.

Un second thème est celui des pathologies selon le sexe. Les travaux épidémiologiques, historiques et anthropologiques récents, par exemple sur les cancers dits féminins ou dans le domaine de la santé mentale, leur changement d'incidence et de prise en charge, montrent tout l'intérêt qu'il y a à ne pas considérer cet état de fait comme une simple conséquence de la biologie

mais comme un fait social complexe. Une seconde dimension de la maladie genrée est la question, cruciale, des affections liées au travail, rémunéré ou non. Les risques professionnels doivent en effet s'envisager au regard de la division sexuelle du travail.

Il conviendra également d'amplifier les travaux sur le vieillissement. Outre les mécanismes, biologiques et sociaux, amenant à des *sex ratio* fortement déséquilibrés aux plus grands âges, les dispositifs mis en œuvre pour leur prise en charge constituent un chantier d'envergure pour les études de genre. Plus généralement, c'est l'ensemble des activités professionnelles et profanes, publiques ou privées, de prise en charge des questions sanitaires liées au vieillissement dont cet axe doit souligner les enjeux sexuels.

La place de plus en plus visible du corps dans la société se traduit aussi par une attention nouvelle des sciences sociales pour les activités sportives. En effet le sport est un domaine où la sexualisation des corps, des postures et des hiérarchies symboliques ou économiques est particulièrement prégnante.

Enfin, par une analyse critique des politiques intervenant dans la définition même de la dimension biologique du corps et de l'état de santé, biopolitiques, politiques environnementales, choix éthiques concernant la procréation ou l'utilisation de cellules, doivent être examinés sous l'angle du genre, dans la mesure où la définition contemporaine du corps et de l'état de santé dépend aujourd'hui d'artefacts technologiques (appareillages d'investigation ; prothèses ; médicaments).

Axe 10 : Éducation, socialisation, formation

Marianne Thivend

Les effets du genre sur la socialisation ont été l'objet de nombreux travaux en sciences humaines et sociales depuis une trentaine d'années. Plusieurs axes de recherche se sont développés, observant les processus de socialisation de genre à l'œuvre dans le couple et la famille (axe 7), au travail (axe 4), dans la politique (axe 2), via les pratiques sexuelles (axe 6) ou les pratiques sportives (axe 9). Le système scolaire, de l'école maternelle à l'université, institution clé dans la fabrication de l'ordre du genre, a été largement exploré, par la sociologie, l'histoire, la psychologie et plus largement par les sciences de l'éducation.

Ces travaux ont mis en évidence les inégalités d'éducation, avantageuse pour les filles en termes d'apprentissage et d'acquisition des compétences, en faveur des garçons pour ce qui relève des choix d'orientation scolaire et professionnelle. Les politiques publiques, qui ont fait de l'éducation et de l'école un des leviers principaux pour combattre les inégalités entre les groupes de sexe, ont misé dans les années 1980 sur la diversification de l'orientation scolaire et professionnelle des filles puis dans les années 2000 sur une éducation à l'égalité mieux partagée entre filles et garçons. Toutefois, le bilan de ces politiques reste décevant, ce qui souligne le fort enjeu politique et social que constituent les études sur les processus de socialisation de genre.

Des recherches plus récentes menées en sociologie et sciences de l'éducation montrent que loin d'être seulement affaire de stéréotypes, les inégalités sont également produites par les interactions multiples qui se jouent à l'intérieur des établissements et des salles de classes, entre élèves, entre professeur.e.s et élèves, entre professeur.e.s et parents, et qui au quotidien font et défont le genre. L'analyse des processus psycho-sociaux qui construisent l'identité sexuée, du rapport au genre que les individus constituent aux différents moments de leur vie, en intégrant des données comme l'affect par exemple, devrait ainsi mener à affiner la compréhension des trajectoires scolaires, plus seulement examinées sous l'angle de la domination. Le point de vue du sujet apprenant sur les inégalités des sexes peut être mieux pris en compte dans les analyses portant sur les dynamiques à l'œuvre dans le cadre de la mixité scolaire. De même, l'enjeu que constitue la formation aux problématiques de genre des professionnel.les de l'éducation doit ici être souligné. À cet égard, les résistances formulées invitent à s'interroger sur les transformations induites par l'approche de genre, sur la culture professionnelle, la relation pédagogique et le rapport au métier d'enseignant.e.

Ces questionnements peuvent irriguer la recherche en histoire de l'éducation, avec des études portant sur les pratiques de celles et ceux qui acquièrent savoirs et savoir-faire, en interaction avec les personnels d'éducation et leur propre représentation des rapports de sexes, et, en différents contextes sociaux, nationaux, en cerner les évolutions sur la durée. Élargir l'attention aux pratiques d'éducation non institutionnelles, en période d'exclusion des femmes des savoirs par exemple (autodidaxie), devrait enrichir les analyses sur les expériences individuelles d'apprentissage. Plus largement, les travaux conduits en psychologie sur la construction des identités de genre tout au long de la vie invitent à mieux prendre en compte les temporalités à l'échelle des individus, en portant le regard en amont de l'enfance et de l'adolescence, dans les lieux d'accueil de la petite enfance, et en aval, quand se joue à l'âge adulte les nécessaires réadaptations à un marché du travail en constante recomposition. Les tensions entre les espaces privé et professionnel que l'accès des femmes à la formation continue suscite restent à explorer, par l'histoire comme par la sociologie.

Axe 11 : Violences, conflits, engagements

Fanny Bugnon, Fabrice Virgili

Le rapport à la violence est historiquement mobilisé pour définir les normes de genre. Des stéréotypes divins opposant Mars à Vénus au renvoi à la nature, les violences seraient structurantes des rapports entre hommes et femmes selon le modèle des femmes dominant la vie et les hommes la mort.

La violence peut être envisagée dans sa dimension collective et multiforme qu'il s'agisse des guerres, des génocides ou d'autres formes de conflits. Outil de pouvoir, outil politique, outil légal ou pensé comme légitime par celles et ceux qui y recourent, la violence met en jeu les identités de genre féminines et masculines. Elle suscite une transgression de normes sociales et de genre qui répond à l'état de guerre et/ou d'occupation, mais également à des formes autoritaires de domination, en système colonial, en dictature mais parfois aussi en régime démocratique. Il s'agit donc d'explorer les répercussions des contextes violents sur le genre au sein des communautés qui y sont confrontées.

Si la frontière bourreau/victime demeure tranchante, elle ne saurait, ni se superposer à la frontière de genre, ni englober tous les acteurs. Le modèle militaire-viril a non seulement été construit, mais le « guerrier », qu'il soit soldat, franc-tireur ou militant, est à envisager différemment selon les époques mais aussi les conditions techniques de l'affrontement. Les formes et les gestes de la violence sont également genrés en ce qu'ils distinguent femmes et hommes, telles les violences sexuelles dont les femmes sont très majoritairement les cibles, ou à l'inverse le bombardement aérien ou la chambre à gaz. On sait d'ailleurs peu de choses des femmes actrices de la violence, ou inversement de celles et ceux qui se tiennent hors de l'affrontement, voire le contestent par refus de la violence. Les recherches dans cette direction sont encouragées.

Enfin, ces moments de violence, quelle que soit leur durée, marquent par leur intensité durablement les sociétés et les individus qui les vivent. Il serait opportun d'étudier du point de vue du genre, les traces laissées par ces accès de violence, la manière dont les hommes et les femmes vivent et réparent le vivre-ensemble après la violence. Comment le genre se manifeste-t-il, se reproduit-il et se transforme-t-il dans les expériences individuelles et collectives des deuils, des blessures, des traumatismes, dans la construction des mémoires et des silences ? On explorera également les effets sur le genre du recours, depuis le milieu du XX^e siècle, perçu comme nécessaire pour le retour à la paix, à la justice et en particulier à la justice internationale.

La violence peut également être explorée dans sa forme intersubjective, dans ses dimensions interpersonnelles, notamment pour répondre aux besoins de connaissances exprimés par les instances internationales, les pouvoirs publics ou les associations, mais aussi pour éclairer les rapports sociaux de sexe.

Axe 12 : Médias et publics

Maxime Cervulle

La question du genre fait son apparition dans le champ de l'étude des médias sous l'égide d'approches constructivistes, nettement éloignées des théories béhavioristes et fonctionnalistes qui ont participé de la constitution de la « communication de masse » en objet scientifique. Les travaux qui proposent d'appréhender les médias au prisme du genre interrogent notamment le rôle actif joué par les représentations médiatiques dans la (re)production des identités de genre. Les structures narratives des fictions télévisuelles ou cinématographiques sont par exemple disséquées, à partir de corpus étudiés selon une démarche socio-historique, sémiotique ou relayant de l'analyse de discours, afin de rendre compte des mécanismes de formation et transformation des stéréotypes et contre-stéréotypes de genre. L'image du binarisme sexué asymétrique que renvoient les médias n'est conçue ni comme un simple « reflet » du monde social et de ses dynamiques de transformation, ni comme le produit d'« intérêts » qui s'exprimeraient directement via les moyens de communication. Les représentations médiatiques sont plutôt saisies comme performatives – générant des mondes sociaux possibles et des modèles d'identification – et caractérisées par une certaine ambivalence.

Ce caractère ambivalent des représentations implique, si l'on veut rendre compte de leur niveau d'effectivité, d'étudier l'activité interprétative des publics et la relation qu'ils entretiennent avec les contenus médiatiques. De nombreuses recherches ont ainsi mis au jour des modes d'appropriation différenciés selon la position des publics au sein des rapports de genre, ainsi que de classe et de race. Elles se sont intéressées aux modes de consommation des médias, aux expériences de socialisation qu'ils soutiennent, ainsi qu'aux usages des technologies d'information et de communication (TIC). Le développement durant la dernière décennie des pratiques numériques et d'un discours d'accompagnement incitant à la participation des publics a suscité de nombreuses interrogations : d'abord quant à une possible « fracture numérique » selon le sexe ; ensuite quant aux jeux d'identifications et de dés-identifications complexes dans lesquels s'engagent les internautes face à des dispositifs numériques qui reproduisent des normes de genre ; enfin, quant aux caractéristiques communes entre le travail domestique et l'exploitation du travail des publics en ligne (le « *digital labor* ») sur les blogs ou les réseaux socio-numériques.

D'autres recherches portent sur la division sexuée du travail au sein des industries culturelles. Au travers d'enquêtes sociologiques ou ethnographiques, elles interrogent la position qu'occupent les femmes dans les rédactions de presse, dans les sociétés de production ou sur les plateaux de tournage, et donnent à voir une forte spécialisation genrée des activités qui coïncide souvent à la destination des contenus tels que les acteurs médiatiques l'envisagent : par exemple, dans le domaine du journalisme, aux hommes l'information généraliste, aux femmes l'information spécialisée ou le divertissement. S'agissant de la mise en forme journalistique de l'information, la médiatisation des débats publics relatifs à la parité, au Pacs ou à l'ouverture du mariage aux couples de personnes de même sexe a suscité, dans le contexte français, un regain d'intérêt pour la question des controverses, du cadrage médiatique et des différentiels d'accès à la sphère publique. Ces questionnements renouvellent des interrogations déjà anciennes relatives à la dimension genrée des stratégies de communication du personnel politique, ainsi qu'à la distribution de la légitimité dans les médias.

Transversale : À l'interface des sciences expérimentales et technologiques

Martine Bungener, Anne-Marie Deveux, Priscille Touraille

Si le genre est aujourd'hui au cœur de l'interdisciplinarité en sciences humaines et sociales, son questionnement sur les catégories savantes et l'élaboration des dispositifs de recherche a encore peu pénétré les autres sciences, qu'il s'agisse des sciences biomédicales, des sciences de la nature et de l'environnement ou des sciences technologiques. Cela tient pour une part à une résistance des scientifiques de ces domaines à envisager les différences sociales ou biologiques entre hommes et femmes comme une question susceptible d'influencer leurs conceptions du

monde qu'ils et elles observent, un monde spontanément regardé comme neutre du point de vue du sexe.

Des travaux d'histoire ou de philosophie féministes des sciences et du savoir s'interrogent pourtant depuis plusieurs décennies sur le point de vue situé des scientifiques lorsqu'ils et elles omettent de prendre en compte les différences de sexe et les hiérarchies de genre dans la construction de leur problématique relative à l'humain et plus généralement au vivant. Des critiques internes émanant notamment de chercheuses en biologie évolutive ou en neurosciences commencent à s'exprimer dans le même sens. L'ensemble de ces critiques visent à dénoncer la suprématie du « masculin neutre » dans les sciences, qui se traduit fréquemment par des généralisations abusives qui font du cas femelle ou féminin la situation particulière d'un cas masculin érigé en référent général. Une réflexion systématique sur les raisons et les modalités de cette préférence pour la variante masculine des objets biologiques ou physiologiques d'investigation pourrait accompagner une analyse des formes plus ou moins fines de leur translation ultérieure aux spécificités des femmes, des enfants ou des personnes âgées. De même, il importe d'interroger, à l'éclairage du genre, les méthodes et outils dominants des recherches en sciences médicales, de la vie, ou en santé publique, notamment la conception des modèles d'expérimentation animale, des essais cliniques ou des suivis de cohortes de long terme.

La prise en compte du genre dans la construction de ces recherches doit ainsi être regardée comme une urgence pour contrecarrer les risques d'erreur ou d'omission qui peuvent conduire à la minoration de problèmes spécifiques à l'un ou l'autre sexe, en médecine, en politique de l'environnement, en innovation technologique. Par exemple, on sait depuis peu que les maladies cardiaques des femmes sont sous-évaluées du fait que leurs symptômes ne sont pas les mêmes que ceux des hommes. On sait moins que des maladies réputées féminines, comme l'ostéoporose, touchent aussi les hommes mais sont moins bien diagnostiquées dans leur cas. Et on oublie le plus souvent de prendre en compte les différences biologiques, par exemple de taille ou de poids, au sein même de chaque catégorie de sexe, faisant de l'homme blanc moyen le standard de l'être humain.

Les technologies, qu'elles soient médicales, d'information et de communication, domestiques, liées à la production de biens économiques, sont traversées par des logiques de genre au moment de leur conception (prise en compte ou non du sexe de l'utilisateur ; influence de la place des concepteurs dans la division sexuelle du travail).

Cet axe est donc destiné à initier et fédérer des recherches interdisciplinaires instaurant des coopérations entre les sciences humaines et sociales et les sciences de la vie, ou les sciences chimiques, ou les sciences de l'ingénierie ou encore les sciences de l'écologie et de l'environnement. Certaines questions urgentes suggèrent en outre une triple articulation disciplinaire, comme par exemple celle de l'impact de l'environnement, de technologies agricoles ou énergétiques, et des innovations en sciences chimiques sur la santé des hommes et des femmes.

ANNEXE 2

LISTE DES UNITES DE RECHERCHE ET DES STRUCTURES
PARTICIPANT AUX ACTIVITES DU GIS

- USR 3258, Maison des Sciences de l'Homme Paris Nord (MSH Paris Nord) > cotutelles : CNRS, Université Paris 13 et Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis ;
- UMR 7217, Centre de Recherches sociologiques et politiques de Paris (CRESPPA) > cotutelles : CNRS, Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis et Université Paris Ouest Nanterre la Défense ;
- UMR 8156, Institut de Recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux, Sciences sociales, Politique, Santé (IRIS) > cotutelles : CNRS, EHESS, INSERM et Université Paris 13 ;
- UMR 8211, Centre de recherche Médecine, Sciences, Santé, Santé mentale, Société (CERMES 3) > cotutelles : CNRS, Université Paris Descartes, INSERM et EHESS ;
- UMR 3320, Laboratoire interdisciplinaire pour la Sociologie économique (LISE) > cotutelles : CNRS et CNAM ;
- UMR 5206, Triangle : Action, Discours, Pensée politique et économique (TRIANGLE) > cotutelles : CNRS, Université Louis Lumière Lyon 2, ENS Lyon, Institut d'Etudes politiques de Lyon et Université Jean Monnet Saint-Etienne ;
- UMR 5190, Laboratoire de Recherche historique Rhône-Alpes (moderne et contemporaine) (LARHRA) > cotutelles : CNRS, Université Louis Lumière Lyon 2, Université Jean Moulin Lyon 3, ENS Lyon et Université Grenoble Alpes ;
- UMR 5283 Centre Max Weber > cotutelles : CNRS, Université Louis Lumière Lyon 2, Université Jean Monnet Saint-Etienne et ENS Lyon ;
- UMR 8209, Centre européen de Sociologie et de Science politique de la Sorbonne (CESSP) > cotutelles : CNRS, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et EHESS ;
- UMR 8103, Institut des sciences juridique et philosophique de la Sorbonne > cotutelles : CNRS et Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne ;
- UMR 8174, Centre d'Economie de la Sorbonne > cotutelles : CNRS et Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne ;
- UMR 8218, Arts, Créations, Théories, Esthétiques > cotutelles : CNRS et Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne ;
- UMR 8558, Centre de recherches historiques (CRH) > cotutelles : CNRS et EHESS ;
- UMR 8178, Institut Marcel Mauss > cotutelles : CNRS et EHESS ;
- UMR 8097, Centre Maurice Halbwachs (CMH) > cotutelles : CNRS, EHESS et Ecole normale supérieure de Paris ;
- UMR 8039, Centre d'analyse et d'intervention sociologiques (CADIS) > cotutelles : CNRS et EHESS ;
- UMR 8210, Anthropologie et Histoire des Mondes antiques (ANHIMA) > cotutelles : CNRS, EHESS, EPHIE, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et Université Paris Diderot Paris 7 ;
- UMR 7172, Théorie et histoire des arts et des littératures de la modernité (THALIM) > cotutelles : CNRS et Université Sorbonne Nouvelle Paris 3 ;
- EA 4400, Ecriture de la modernité > tutelle : Université Sorbonne Nouvelle Paris 3 ;
- UMR 8504, Géographie-cités > cotutelles : CNRS, Université Paris Diderot Paris 7 et Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne ;
- UMR 5136, France, Amériques, Espagne, Sociétés, Pouvoirs, Acteurs (FRAMESPA) > cotutelles : CNRS et Université Toulouse Jean Jaurès ;
- UMR 5193, Laboratoire Interdisciplinaire Solidarités, Sociétés, Territoires (LISSST) > cotutelles : CNRS et Université Toulouse Jean Jaurès et EHESS ;
- UMR 5044, Centre d'étude et de recherche Travail, Organisations, Pouvoirs (CERTOP) > cotutelles : CNRS et Université Toulouse Jean Jaurès ;
- UMR 6590, Espaces et sociétés (ESO) > cotutelles : CNRS, Université Rennes 2, Université d'Angers, l'Université du Maine, Université de Nantes, Université de Caen Normandie ;

- UMR 6258, Centre de Recherches historiques de l'Ouest (CERHIO) > cotutelles : CNRS, Université Rennes 2, Université d'Angers, Université du Maine et Université Bretagne Sud ;
- UMR 8582, Groupe Sociétés, Religions, Laïcités (GSRLL) > cotutelles : CNRS et EPHIE ;
- UMR 8562, Centre Norbert Elias (CNE) > cotutelles : CNRS, Université d'Avignon, ENS Lyon et EHESS ;
- UMR 7319, Centre universitaire de recherches sur l'action publique et le politique (CURAPP-ESS) > cotutelles : CNRS et Université de Picardie Jules Verne ;
- UR 04, Démographie, genre et sociétés > tutelle : INED ;
- EA 1571, Centre de recherches historiques de l'Université Paris > tutelle : Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis ;
- EA 2299, Théories du politique, pouvoir et relations sociales > tutelle : Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis ;
- EA 3562, Centre de philosophie contemporaine de la Sorbonne > tutelle : Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne ;
- EA 185, Institut de recherche sur le cinéma et l'audiovisuel (IRCAV) > tutelle : Université Sorbonne Nouvelle Paris 3 ;
- EA 1483, Recherche sur le Français contemporain (RFC) > tutelle : Université Sorbonne Nouvelle Paris 3 ;
- EA 4223, Centre d'études et de recherches sur l'espace germanophone (CEREG) > tutelle : Université Sorbonne Nouvelle Paris 3 ;
- EA 3421, Centre de Recherches sur les Pays Lusophones (CREPAL) > tutelle : Université Sorbonne Nouvelle Paris 3 ;
- EA 4398, Langues, Textes, Arts et Cultures du Monde anglophone (PRISMES) > tutelle : Université Sorbonne Nouvelle Paris 3 ;
- EA 4399, Centre de recherche sur les mondes anglophones (CREW) > tutelle : Université Sorbonne Nouvelle Paris 3 ;
- UMR 5624, Groupe d'analyse et de théorie économique Lyon Saint-Etienne (GATE) > cotutelles : CNRS, Université Louis Lumière Lyon 2, Université Jean Monnet Saint-Etienne, ENS Lyon, Université Claude Bernard Lyon 1 ;
- EA 4161, Conception de l'Action en Situation (COACTIS) > cotutelles : Université Louis Lumière Lyon 2, Université Jean Monnet Saint-Etienne ;
- UMR 5600, Environnement, ville, société (EVS) > cotutelles : CNRS, Université Jean Moulin Lyon 3, Université Louis Lumière Lyon 2, Université Jean Monnet Saint-Etienne, Institut national des sciences appliquées de Lyon, ENS Lyon, Ecole nationale des travaux publics de l'Etat et Ecole nationale supérieure d'architecture de Lyon et Ecole nationale supérieure des Mines de Saint-Etienne ;
- UMR 5137, Centre de recherches critiques sur le droit (CERCRIID) > cotutelles : CNRS, Université Louis Lumière Lyon 2, Université Jean Monnet Saint-Etienne ;
- EA 3068, Centre Interdisciplinaire d'études et des recherches sur l'expression contemporaine (CIEREC) > tutelle : Université Jean Monnet Saint-Etienne ;
- EA 3069, Centre d'études sur les littératures étrangères et comparées (CELEC) > tutelle : Université Jean Monnet Saint-Etienne ;
- UMR 7367, Dynamiques européennes > cotutelles : CNRS, Université de Strasbourg ;
- EA 4403, Psychogénèse et psychopathologie, psychologie, psychanalyse, anthropologie (UTRPP) > tutelle : Université Paris 13 ;
- EA 7338, PLEIADE > tutelle : Université Paris 13 ;
- EA 3971, Centre de recherche interuniversitaire, expérience, ressources culturelles, éducation (EXPERICE) > cotutelles : Université Paris 13 et Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis ;
- EA 3968, Centre de recherches sur l'action locale (CERAL) > tutelle : Université Paris 13 ;
- UMR 5191 : Interactions, Corpus, Apprentissages, Représentations (ICAR) > cotutelles : CNRS, ENS Lyon et Université Louis Lumière Lyon 2 ;
- EA 1853, Langues et cultures européennes (LCE) > tutelle : Université Louis Lumière Lyon 2 ;
- UMR 5317, Institut d'Histoire des Représentations et des idées dans les Modernités (IHRIM) > cotutelles : CNRS, Université Jean Monnet Saint-Etienne, ENS Lyon, Université Louis Lumière Lyon 2, Université Clermont Auvergne, Université Jean Moulin Lyon 3 ;

- UMR 5596, Dynamique du langage (DDL) > cotutelles : CNRS et Université Louis Lumière Lyon 2 ;
- EA 4147, Equipe de recherche de Lyon en sciences de l'information et de la communication (ELICO) > cotutelles : Université Louis Lumière Lyon 2, Université Claude Bernard Lyon 1, Université Jean Monnet Lyon 3, Institut d'études politiques de Lyon, Ecole nationale supérieure des Sciences de l'Information et des Bibliothèques ;
- EA 4571, Education, Cultures, Politiques (ECP) > cotutelles : Université Louis Lumière Lyon 2 et Université Jean Monnet Saint-Etienne ;
- EA 4163, Groupe de recherche en psychologie sociale (GREPS) > tutelle : Université Louis Lumière Lyon 2 ;
- EA 3083, Entrepôts, Représentation et Ingénierie des Connaissances (ERIC) > cotutelles : Université Louis Lumière Lyon 2 et Université Claude Bernard Lyon 1 ;
- EA 4186, Institut d'études transtextuelles et transculturelles (IETT) > tutelle : Université Jean Moulin Lyon 3 ;
- EA 3707, Equipe de droit privé > tutelle : Université Jean Moulin Lyon 3 ;
- EA 2167, Groupe d'Analyse des Itinéraires et Niveaux Salariaux (GAINIS) > tutelle : Université du Maine ;
- EA 4333, Thémis-Um > tutelle : Université du Maine ;
- EA 4335, Laboratoire Langues, Littératures, Linguistique des Universités d'Angers et du Maine 3LAM > cotutelles : Université du Maine et Université d'Angers ;
- UMR 6566, Centre de Recherche en Archéologie, Archéosciences, Histoire (CReAH) > cotutelles : CNRS, Université de Nantes, Université Rennes 2 et Université du Maine ;
- EA 4636, VIREAS > tutelle : Université Rennes 2 et Université du Maine ;
- EA 1796, Anglophonie : Communautés, Ecritures > tutelle : Université Rennes 2 ;
- EA 3208, Arts : Pratiques et Poétiques > tutelle : Université Rennes 2 ;
- EA 3206, Centre d'Etudes des Langues et Littératures Anciennes et Modernes > tutelle : Université Rennes 2 ;
- UMR 6051, Centre de Recherches sur l'Action Politique en Europe (CRAPE) > cotutelles : CNRS, Université Rennes 1, Institut d'Etudes politiques de Rennes ;
- EA 2241, Centre Interdisciplinaire d'Analyse des Processus Humains et Sociaux > tutelle : Université Rennes 2 ;
- EA 4327, Equipe de Recherches Interlangues : Mémoires, Identités, Territoires > tutelle : Université Rennes 2 ;
- EA 1279, Histoire et Critique des Arts > tutelle : Université Rennes 2 ;
- UMR 6625, Institut de Recherche Mathématiques de Rennes > tutelle : Université Rennes 2 ;
- EA 1274, Laboratoire Mouvement Sport Santé > tutelle Université Rennes 2 ;
- EA 3874, Linguistique et Didactique des Langues > tutelle : Université Rennes 2 ;
- UMR 6554, Littoral, Environnement, Télédétection, Géomatique > tutelle : Université Rennes 2 ;
- EA 4246, Plurilinguismes, Représentations, Expressions, Francophones, Information, Communication, Sociolinguistique > tutelle : Université Rennes 2 ;
- EA 4050, Psychopathologie : nouveaux symptômes et lien social > tutelle : Université Rennes 2 ;
- EA 4636, Violences, Identités, Politiques et Sports > tutelle : Université Rennes 2 ;
- UMR 1085, Institut de Recherches en Santé-Environnement-Travail (IRSET) > cotutelles : INSERM, EHESP, Université Rennes 1 ;
- UR 14, Santé sexuelle et reproductive > cotutelles : INED, INSERM, Université Paris-Sud et Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines ;
- UMR 687, Centre de recherche en Épidémiologie et Santé des Populations > cotutelles : INSERM, Université Paris-Sud et Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines ;
- UMI 233, Recherches Translationnelles sur le VIH et les Maladies Infectieuses > cotutelles : INSERM, IRD ;
- UMR 245, Centre d'études en sciences sociales sur les mondes africains, américains et asiatiques > cotutelles : Université Paris Diderot Paris 7, Institut national des langues et civilisations orientales et IRD ;

- UMR 201, Développement et sociétés > cotutelles : IRD et Université Paris Panthéon-Sorbonne ;
- UMR 225, Développement, institutions et mondialisation (DIAL) > cotutelles : IRD et Université Paris-Dauphine ;
- UMR8171, Institut des mondes africains (IMAF) > cotutelles : CNRS, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, IRD, Aix-Marseille Université, EPHE, EHESP ;
- UMR 151, Laboratoire Population, Environnement, Développement (LPEDE) > cotutelles : IRD et Aix-Marseille Université ;
- UMR 8245, Unité de recherche Migrations et Société (URMIS) > cotutelles : CNRS, Université Paris Diderot Paris 7, Université Nice Sophia Antipolis et IRD ;
- UMI 236, Résiliences > tutelle : IRD ;
- EA 7273, Centre de Recherche en Psychologie : Cognition, Psychisme et Organisations (CRP-CPO) > tutelle : UPJV ;
- EA 4283, Centre d'Etudes des Relations et Contacts Linguistiques et Littéraires (CERCLL) > tutelle : UPJV ;
- EA 4295, CORPUS, Conflits, représentations et dialogues dans l'univers anglo-saxon (CORPUS) > tutelle : UPJV ;
- EA 4289, Centre d'histoire des sociétés, des sciences et des conflits (CHSSC) > tutelle : UPJV ;
- EA 4287, Habiter le Monde > tutelle : UPJV ;
- EA 4284, Textes, représentations, archéologie, autorité et mémoire de l'antiquité à la renaissance (TRAME) > tutelle : UPJV ;
- U 1085, Institut de recherche en santé, environnement et travail (IRSET) > cotutelles : INED, INSERM, Université Paris-Sud et Université Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines ;
- Groupe de recherche Centre d'Enseignement, de Documentation et de Recherches pour les Etudes féministes (CEDREF) > tutelle : Université Paris Diderot Paris 7 ;
- FED 4137, Institut de recherche interdisciplinaire homme société (IRIHS) > tutelle : Université de Rouen Normandie ;
- EA 3831, Groupe de recherche en histoire (GRHIS) > tutelle : Université de Rouen Normandie ;
- EA 3229, Centre d'études et de recherche Éditer Interpréter (CÉRÉdi) > tutelle : Université de Rouen Normandie ;
- EA 3832, Centre d'études des techniques des activités physiques et sportives (CETAPS) > tutelle : Université de Rouen Normandie ;
- EA 4701, Laboratoire des dynamiques sociales (DySoLab) > tutelle : Université de Rouen Normandie ;
- EA 4705, Equipe de recherche interdisciplinaire sur les aires culturelles (ERIAc) > tutelle : Université de Rouen Normandie ;
- EA 4703, Centre universitaire rouennais d'études juridiques (CUREJ) > tutelle : Université de Rouen Normandie ;
- EA 969, Normandie innovation marché entreprise consommation (NIMEC) > tutelle : Université de Rouen Normandie ;

ANNEXE 3

MOYENS MIS A DISPOSITION PAR LES PARTIES

Les moyens mis à disposition par les Parties annuellement dans le cadre du GIS sont, pour la durée de la convention, les suivants :

1. Moyens financiers :

- CNRS : 20 K€ ;
- Autres Parties (contribution moyenne) : de 3 K€ à 5 K€ (sous réserve des stipulations de l'article 3.1, alinéa 2).

2. Moyens en personnel

- CNRS : le CNRS met un personnel ingénieur à la disposition du GIS, pour la durée de la présente convention. Cet ingénieur sera affecté à l'unité de domiciliation du GIS, désignée à l'article 3.4 de la présente convention, à des fins d'aide au pilotage du GIS ;
- UPUV : l'UPUV met un personnel enseignant-chercheur à la disposition du GIS, pour la durée de la présente convention, à hauteur de 30%. Ce personnel co-assurera la direction adjointe du GIS.

ANNEXE 4

NOMINATIONS

La direction du GIS, pour la durée de la présente convention, sera assurée par Madame Sylvie CROMER, Maitresse de conférences à l'Université Lille 2.

La direction adjointe du GIS sera, quant à elle, co-assurée par :

- Monsieur Michel BOZON, Directeur de recherche à l'INED ; et
- Madame Estelle FERRARESE, Professeure à l'Université de Picardie Jules Verne.

**MODELE D'AVENANT A LA CONVENTION DE RENOUVELLEMENT DU GIS PORTANT
ADHESION D'UN ETABLISSEMENT**

Avenant XX à la convention de renouvellement du groupement d'intérêt scientifique (GIS)

« Institut du Genre »

ENTRE

Le Centre national de la recherche scientifique, établissement public à caractère scientifique et technologique, dont le siège est situé 3 rue Michel-Ange, 75794 PARIS Cedex 16, représenté par son Président, Monsieur Alain FUCHS,

ci-après désigné « CNRS »,

ET

XXX (dénomination sociale), (statut), dont le siège est situé XXX (adresse du siège social), représentée par XXX (prénom, nom et fonctions du représentant habilité),

ci-après désigné « XXX »,

ci-après désignés la « Partie », individuellement, ou les « Parties », conjointement,

Vu la convention de renouvellement du GIS institué du genre conclue le 1^{er} septembre 2016, ci-après désignée la « Convention », et, notamment, les stipulations de son article 2.2, en vertu desquelles les membres du GIS donnent mandat au CNRS aux fins de conclure tout avenant à la Convention valant adhésion d'un nouvel établissement au GIS ;

Vu le procès-verbal du Comité Directeur du GIS tenu le XXXXX/XX, approuvant à l'unanimité l'adhésion de XXX au GIS;

Les Parties conviennent de ce qui suit :

Article 1 - Objet

Le présent avenant vise à formaliser l'adhésion de XXX au GIS Institut du Genre.

XXX déclare expressément adhérer aux stipulations de la Convention.

Article 11 – Prise d'effet

Le présent avenant prend effet à compter du 1^{er} janvier XXXX (suivant l'approbation de l'adhésion de XXX au GIS par le Comité Directeur de celui-ci).

Article III – Divers

Les stipulations de la Convention non modifiées par le présent avenant demeurent applicables et de plein effet.

Fait à Paris, le XX/XX/XXXXX, en deux (2) exemplaires originaux :

Pour le CNRS,
Monsieur Alain FUCHS,
Président

Pour
Monsieur/Madame XXX
(fonctions)

Pour l'Université Lumière Lyon 2,
Madame Nathalie DOMPNIER,
Présidente

